

**PROTOCOLE DE COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION
ENTRE LE COMMANDEMENT GENERAL DE LA GENDARMERIE DE LA
REPUBLIQUE DE TURQUIE ET LE COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE
NATIONALE DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET
POPULAIRE**

Le Commandement Général de la Gendarmerie de la République de Turquie et le Commandement de la Gendarmerie Nationale de la République Algérienne Démocratique et Populaire, ci-après, désignés «les Parties» et séparément la « Partie » ;

Considérant l'Accord de coopération militaire entre le Gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire signé le 02 Octobre 2003 à Ankara, ci-après dénommé l'Accord;

Convaincus que la coopération dans divers domaines militaires, fondée sur les principes de la souveraineté et de l'égalité des Parties, contribuera à la paix et à la sécurité dans le monde et notamment dans leurs régions ainsi qu'aux intérêts mutuels des deux Parties;

Vu l'importance accordée par les Parties à la coopération dans les domaines de l'instruction et de la formation militaire ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Définitions

Aux termes du présent Protocole, on entend par:

1. « Pays d'envoi » ; la Partie qui envoie du personnel, des matériels et des équipements à la Partie d'accueil pour la mise en œuvre du présent Protocole.
2. « Pays d'accueil » ; la Partie dans le territoire duquel le personnel, les matériels et équipements de la Partie d'envoi se trouvent pour la mise en œuvre du présent Protocole.
3. « Personnel militaire » ; les personnels militaires stagiaires et les personnels militaires en poste appartenant à l'une des Parties.
4. « Personnel militaire stagiaire » ; les personnels militaires stagiaires envoyés par l'une des Parties vers l'autre Partie pour suivre une formation et instruction dans les institutions de formation et d'instruction militaire.

5. « Personnel militaire en poste » ; les personnels militaires, envoyés par l'une des Parties vers l'autre Partie, excepté ceux spécifiés dans l'alinéa 4 de ci-dessus, pour la mise en œuvre des activités de coopération prévues par le présent Protocole.
6. « Commandant ou Supérieur » ; l'autorité qui commande, conformément à la législation du pays d'accueil, un quartier général ou une unité militaire où se situe le personnel militaire.
7. « Personnel de grade supérieur » ; le personnel militaire qui a le plus haut grade parmi les personnels nommés conformément à la législation de la Partie d'envoie, pour la gestion des activités des personnels envoyés.
8. « Dépendants » ; le conjoint et les enfants de la famille du personnel militaire dont il a la charge conformément à la législation du pays d'envoi.
9. « Instruction-Formation-Coopération » ; l'échange de matériels, d'équipements, de connaissances techniques, de documents, de personnels et d'expériences relatif à l'instruction-formation militaire et aux autres sujets de coopération.
10. « Service Conseiller » ; le service donné par le personnel militaire du pays d'envoi et qui se trouvent dans le pays d'accueil, pour l'échange de connaissances et d'expériences concernant l'instruction - formation et la technique - logistique.
11. « Institutions de formation et d'instruction » ; les écoles, centres de formation et unités appartenant aux Parties.
12. « Stagiaires sans accompagnement » ; le stagiaire célibataire ou le stagiaire résidant sans conjoint et enfants dans le pays d'accueil.
13. « Stagiaires accompagnés » ; le stagiaire résidant avec son conjoint et ses enfants dans le pays d'accueil.
14. « Autres définitions » ; les définitions indiquées dans l'Accord ci-dessus visé, signé par les Parties et qui sont en vigueur pour les sujets non définis dans le présent Protocole.

Article 2

Objet

Le présent Protocole a pour objet de définir les principes et responsabilités liés à la formation et à l'instruction des personnels militaires stagiaires au niveau des institutions de formation et d'instruction mutuelle et les sujets relatifs à l'application du présent Protocole.

Article 3

Champ d'application

Le présent Protocole couvre le cadre et les principes de la coopération qui seront établis entre les Parties, les institutions de formation et d'instruction ainsi que les missions et les responsabilités des Parties relatives aux personnels militaires stagiaires.

Il s'étend également à d'autres domaines liés à l'échange de connaissances scientifiques et techniques.

Article 4

Autorités compétentes et points de contact

1. Les autorités compétentes pour l'application du présent Protocole sont:

Pour la Partie Turque; le Commandement General de la Gendarmerie de la République de Turquie,

Pour la Partie Algérienne; le Commandement de la Gendarmerie Nationale de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

2. Les points de contact habilités au sens du présent Protocole sont:

En Turquie; l'Attaché Militaire près l'Ambassade de la République Algérienne Démocratique et Populaire à Ankara.

En Algérie ; l'Attaché Militaire près l'Ambassade de la République de Turquie à Alger.

Article 5

Domaines de coopération

Les Parties s'engagent à coopérer dans les domaines suivants :

1. Visites d'unités, de quartier général et d'autres institutions militaires;
2. Formation dispensée mutuellement (y compris la formation de langue) dans les institutions de formation et d'instruction appartenant aux Parties;
3. Echange de connaissances et d'informations dans le domaine de la sécurité publique ;
4. Coopération technologique dans les domaines des recherches sur la criminologie et la criminalistique entre les Instituts de police scientifique et technique des deux Parties ;

5. Stages de recyclage au sein des institutions de formation et d'instruction des deux Parties ;
6. Stages mutuels dans les écoles, les centres de formation et les unités appartenant aux Parties ;
7. Entraide dans le cadre du développement des équipements utilisés dans la formation et des matériaux auxiliaires à la formation ;
8. Echange d'expériences et des connaissances sur les sujets communs ;
9. Autres domaines de coopération selon les besoins, suivant l'accord des autorités compétentes des Parties.

Article 6

Principes de coopération

1. Dans le cadre du présent Protocole, les Parties assurent la formation et l'instruction au profit des personnels militaires stagiaires dans les institutions de formation et d'instruction réciproques appartenant aux Parties, conformément à un plan annuel signé par les Parties par voie de correspondance.
2. Les Parties se chargent d'acheminer les personnels militaires stagiaires dont le nombre et les critères de sélection sont indiqués dans le plan annuel.
3. Chaque année, les Parties font parvenir, trois mois avant le début de la formation, les propositions relatives aux stages consacrés aux personnels militaires stagiaires.
4. Les Parties désigneront, dans le plan annuel, les genres et contingents des stages, les qualités des personnels militaires stagiaires, les noms et lieux des institutions de formation et d'instruction, la durée du stage, la formation de langue avant le stage et le stage de recyclage s'il est prévu et les divers sujets techniques.
5. Les personnels militaires stagiaires reçoivent la même formation que leurs homologues et sont évalués selon les mêmes critères.
6. La formation sera dispensée dans la langue turque en Turquie et dans la langue arabe en Algérie. Dans ce but le personnel militaire stagiaire suivra préalablement à son admission en formation un cours de langue. Pour faire face aux difficultés que pourrait rencontrer le personnel militaire stagiaire, la langue anglaise pourra être utilisée pour les stages ne dépassant pas une durée d'une (1) année. En cas de formation dans une langue tierce, la Partie d'envoi peut demander les interprètes militaires et/ou civils en nombre suffisant. La Partie d'accueil peut s'engager à mettre à disposition, les interprètes sur la demande de la Partie d'envoi. Dans ce cas, les frais de traduction seront à la charge de la Partie d'envoi.

7. Les Parties enverront les personnels militaires stagiaires sélectionnés conformément aux conditions du plan annuel.
8. Les personnels militaires stagiaires seront envoyés à l'autre Partie après avoir satisfait à la visite médicale d'aptitude d'un hôpital du pays d'envoi. Ils doivent ;
 - a. ne présenter aucun symptôme de maladie contagieuse et/ou infectieuse ou nécessitant les soins intensifs.
 - b. avoir accomplies toutes les vaccinations selon les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé.
9. La Partie d'accueil désignera les cours et les exercices dont les personnels militaires stagiaires seront exemptés et le programme qui sera appliqué pendant cette période.
10. A l'issue de la formation, pendant la cérémonie, des diplômes sont délivrés aux personnels militaires stagiaires ayant satisfait aux conditions de l'examen de sortie et le cas échéant, une attestation.
11. Les personnels militaires stagiaires doivent être envoyés chez la Partie d'accueil, sept (7) jours avant le début des stages de longue durée et un (1) jour avant le début des stages de courte durée.
12. Le personnel militaire stagiaire doit se munir des tenues d'exercices et de cérémonie qui seront utilisées durant le stage.
13. Le personnel militaire stagiaire, en dehors des règlements cités dans ce présent protocole, doit se conformer aux règlements relatifs à la formation en vigueur comme les personnels de la Partie d'accueil. A cet effet, les règlements nécessaires leur sont communiqués avant le début de la formation par la Partie d'accueil.
14. Dans le cas où un stagiaire est jugé inapte à poursuivre la formation, notamment pour des raisons d'échec, d'acte d'indiscipline ou de maladie, sa situation est portée à la connaissance de l'autorité compétente de la Partie d'envoi par l'autorité compétente de la Partie d'accueil. A l'issue de cette communication, il est mis fin à sa formation en vue de son rapatriement. Il est remplacé par un autre stagiaire si les conditions liées à la formation le permettent. Le personnel rapatrié ne pourra pas être une nouvelle fois envoyé pour la formation.
15. La Partie d'envoi se réserve le droit de rappeler, par écrit, tout stagiaire se trouvant dans la Partie d'accueil. Dans ce cas, la Partie d'accueil doit prendre les mesures nécessaires pour le prompt rapatriement de l'intéressé.
16. Les Parties peuvent charger mutuellement des personnels militaires en poste, en cas de besoin et sur demande, pour dispenser l'instruction et la formation.

17. Un protocole supplémentaire relatif au personnel militaire en poste (Conseiller) pourra être mutuellement échangé et, en tant que de besoin, signé par les Parties.
18. La coopération devra se dérouler conformément aux exigences respectives des Parties et sur la base du respect réciproque de leurs intérêts.
19. Lors de la mise en œuvre du présent Protocole, en cas d'apparition de sujets non prévus par ce dernier, les dispositions de l'Accord cadre du 02 Octobre 2003 restent en vigueur.

Article 7

Dispositions et responsabilités relatives à la coopération

1. Les personnels militaires seront sélectionnés par la Partie d'envoi conformément aux conditions de la Partie d'accueil et au domaine de la coopération.
2. Pendant la formation, la Partie d'accueil fournira l'arme, les munitions, les matériaux et les équipements nécessaires aux personnels militaires stagiaires qui seront restitués à la fin de la formation à la Partie d'accueil.
3. Dans les cas exceptionnels, les plans et les programmes relatifs à la formation qui sera dispensée par les Parties, les sujets et la durée de formation, date de début et de la fin de la formation, les qualités des personnels à former, seront fixés conjointement par les autorités compétentes des Parties.
4. Pour des raisons de sécurité nationale, certains cours peuvent faire l'objet de restrictions.

Article 8

Sécurité des informations confidentielles

1. L'accès aux renseignements, documents et matériaux confidentiels sera limité aux personnels habilités. Tous les personnels militaires s'engagent à respecter les règlements respectifs concernant la protection des renseignements confidentiels et la sécurité.
2. Seuls les personnels habilités seront autorisés à accéder aux renseignements confidentiels pour les utiliser dans le cadre de mission officielle. L'accès aux connaissances confidentielles sera accordé à une liste de personnels bénéficiant d'une habilitation de sécurité.
3. Chacune des Parties accordera le même degré de classification aux renseignements, aux documents et aux matériaux fournis par l'une des deux Parties, et elle prendra les mesures de sécurité nécessaires pour ce sujet.

4. Les moyens, les équipements, les matériels, la connaissance technique et les documents acquis dans le cadre de ce Protocole, ne peuvent être transmis à un pays tiers sans un accord mutuel des deux Parties.
5. L'expérience et les connaissances acquises dans le cadre de la coopération ne peuvent être transmises à un pays tiers qu'avec le consentement écrit des autorités compétentes des deux Parties.
6. Les dispositions ci-dessus relatives à la sécurité, demeurent applicables même après l'expiration du présent Protocole.
7. Les personnels militaires éviteront tout contact direct ou indirect avec la presse lors de leur résidence dans le pays d'accueil.

Article 9

Engagement des Parties découlant d'autres accords internationaux

Les dispositions du présent Protocole n'affectent pas les engagements des Parties découlant d'autres accords internationaux conclus par les Parties. Les dites dispositions ne seront pas utilisées contre les intérêts, la sécurité, l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats tiers.

Article 10

Situation exceptionnelle et fin de mission

1. Généralités :

Les personnels militaires ne doivent prendre part à aucun conflit armé avec un pays tiers ni être engagés dans des activités politiques. Ils ne seront pas engagés dans les activités de la sécurité interne de la Partie d'accueil ainsi qu'ils ne peuvent exercer aucune activité autre que celle spécifiée dans le présent Protocole

2. Fin de Mission :

Lorsque les personnels militaires de la Partie d'envoi violent les lois de la Partie d'accueil, il est mis fin à leurs activités dans la Partie d'accueil.

3. Rappel :

a. La Partie d'envoi se réserve le droit de rappeler son personnel à tout moment sans être tenue de donner les raisons. La Partie d'accueil devra alors prendre les mesures appropriées pour le rapatriement dans les plus brefs délais.

b. En cas de déclenchement d'une guerre dans les territoires de l'une des deux Parties, ainsi que de conflits, soulèvement populaire ou crise internationale, les personnels militaires dans la Partie d'accueil seront rapatriés sur la demande de la Partie d'envoi.

Article 11

Exercice du droit de juridiction et règlement des litiges

1. Droit de juridiction :

a. Les personnels militaires et leurs dépendants sont tenus d'observer les lois et règlements en vigueur dans la Partie d'accueil.

b. Les personnels militaires stagiaires seront soumis aux mêmes règles que les personnels militaires de la Partie d'accueil en matière de poursuite pénale et disciplinaire.

c. Le droit de juridiction pénal appartiendrait à la Partie d'accueil.

2. Demande d'indemnités :

a. La Partie d'envoi ne réclamera aucune indemnité de l'autre Partie en cas de blessure, de mutilation ou de mort de ses personnels lors de l'exécution des activités entrant dans le cadre du présent Protocole.

b. Les Parties ne réclameront aucune indemnité pour les accidents des moyens aériens survenus lors d'exercice de vol.

3. Règlement des litiges :

En cas de désaccord sur l'interprétation et l'application du présent Protocole, les Parties régleront ce problème par voie de négociations. Les négociations commenceront dans les (30) jours suivant la notification écrite. Si aucun résultat n'est obtenu dans les (60) jours, les parties peuvent mettre fin par écrit au Protocole après un préavis de (30) jours. Dans ce cas, le protocole reste en vigueur jusqu'à la fin de la formation déjà entamée.

Article 12

Dispositions financières

1. Paiement et Frais :

a. Selon le principe de réciprocité, la formation sera gratuite. Les frais d'hébergement et de restauration, les frais de déplacement international et le salaire du personnel militaire stagiaire seront à la charge de la Partie d'envoi. Le personnel militaire pourra bénéficier gratuitement des moyens de transport militaire aérien/terrestre après le consentement des autorités compétentes des Parties. Les dispositions relatives à cette faveur seront fixées en conformité avec la réglementation de chaque Partie.

b. Les dépenses individuelles des personnels militaires de la Partie d'envoi pendant le congé et la mission seront à leur charge.

2. Dettes personnelles :

a. En quittant définitivement la Partie d'accueil pour une raison quelconque, le personnel militaire doit honorer ses dettes personnelles et celles des personnes à sa charge.

b. En cas de rappel d'urgence, les dettes du personnel militaire et celles des personnes à sa charge seront liquidées par la Partie d'envoi selon la facture établie par la Partie d'accueil.

3. Taxes :

a. A l'arrivée comme au départ et pendant la résidence dans la Partie d'accueil, le personnel militaire ainsi que les membres de leurs familles sont soumis au régime tarifaire de la Partie d'accueil en matière de taxes. Aucune immunité ni privilège diplomatique ne seront accordés aux personnels militaires stagiaires.

b. Afin de prévenir l'abus de pouvoir relatif aux règlements concernant les exemptions d'importation, d'exportation, de douane et les autres exemptions financières en vertu de ce Protocole, les Parties coopéreront et désigneront les formalités légales nécessaires.

Article 13

Statut et administration du personnel

1. Statut du personnel militaire stagiaire :

a. Le statut du personnel qui participe à la formation, est fixé dans les dispositions du présent Protocole.

b. La structure d'accueil met à la disposition du personnel militaire stagiaire une carte d'identité. Avant son départ, le personnel militaire stagiaire est tenu de rendre la dite carte à la structure d'accueil.

2. Port de l'uniforme :

a. Le personnel militaire pourra porter l'uniforme de son armée nationale sur les lieux de travail.

b. La Partie d'accueil s'engage à mettre à disposition, la tenue, les équipements et les matériels nécessaires pendant la mise en œuvre des activités en tant que de besoin.

c. Les personnels militaires devront respecter les traditions de la Partie d'accueil.

d. Les Parties doivent s'assurer du port sur leurs uniformes par les personnels militaires des plaques d'identification portant mention des noms, prénoms et pays d'origine, conformément aux prescriptions de la Partie d'accueil.

3. Equipements et matériels :

a. A la fin de la formation, les personnels militaires stagiaires sont tenus de rendre les équipements et les matériels mis à leur disposition pour les besoins du stage.

b. Les personnels militaires sont responsables de la conservation en bon état des matériaux mis à leur disposition.

4. Discipline :

a. Les personnels militaires sont tenus d'observer les règlements en vigueur dans les unités et le quartier général de la Partie d'accueil.

b. Les personnels militaires stagiaires seront traités en matière disciplinaire conformément à la législation de la Partie d'accueil.

c. Personnel de grade supérieur:

(1) Est responsable d'assurer le respect, par ses subordonnés, de la législation et de la réglementation disciplinaire des unités de la Partie d'accueil,

(2) Assure la liaison entre le commandant d'unité ou d'établissement où se situe son groupe,

(3) Est autorisé à prendre contact directement avec l'autorité compétente de Partie d'envoi.

5. Permission :

a. Les personnels militaires stagiaires sont soumis au régime de travail de la Partie d'accueil conformément aux principes appliqués à leurs homologues.

b. Les permissions en dehors de la garnison, à l'intérieur du pays d'accueil, sont accordées par le commandant d'unité ou d'établissement où le personnel militaire stagiaire suit la formation, avec l'accord de l'autorité compétente de la Partie d'accueil.

c. Les permissions à l'intérieur de la garnison, sont accordées par le commandant d'unité ou d'établissement où le personnel militaire stagiaire suit la formation.

d. Les permissions en dehors du territoire de la Partie d'accueil sont accordées par l'autorité compétente de la Partie d'accueil avec l'accord de l'autorité compétente de la Partie d'envoi.

e. L'Autorité compétente de la Partie d'envoi est responsable du retour à temps du personnel militaire stagiaire en permission dans le pays d'origine. A ce propos, l'autorité compétente de la Partie d'envoi prendra des mesures nécessaires.

f. Si le personnel militaire stagiaire bénéficie d'un repos médical ne dépassant pas vingt (20) jours, les modalités sont définies par le commandant de la Partie d'accueil. Si la période dépasse vingt (20) jours et que l'intéressé veuille la passer en dehors de la Partie d'accueil, le repos médical à passer en dehors du territoire de la partie d'accueil est accordé par l'autorité compétente de la Partie d'accueil avec l'accord de la Partie d'envoi.

6. Décès :

En cas de décès d'un personnel militaire ou d'un membre de la famille, le pays d'accueil devra immédiatement en informer l'autorité compétente de la Partie d'envoi et prendre les dispositions de conservation et assure l'acheminement de la dépouille jusqu'à son aéroport international le plus proche.

Article 14

Services médicaux

1. Les personnels militaires et leurs dépendants bénéficient gratuitement des mêmes services médicaux et dentaires que leurs homologues de la Partie d'accueil.
2. Les services ci-après sont exclus des services médicaux et dentaires :
 - a. Traitement à titre externe par des docteurs et dentistes civils,
 - b. Transport de malades dans des ambulances civiles,
 - c. Traitement à titre interne dans des institutions médicales civiles,
 - d. Cures et traitements spéciaux,
 - e. Equipement ophtalmo et ORL,
 - f. Orthopédie et autres appareillages,
 - g. Prothèses,
 - h. Services et produits dentaires,
 - i. Gynécologie.
3. Les dépenses afférentes à des services médicaux dispensés par des institutions civiles seront à la charge du personnel.

Article 15

Activités sociales

1. Les personnels militaires et leurs dépendants peuvent fréquenter les mess, les magasins de vente et les cantines militaires, ainsi que tout autre lieu de loisir de leur catégorie respective, conformément à la réglementation de la Partie d'accueil.
2. En ce qui concerne les loisirs et détente, les personnels militaires stagiaires bénéficient des mêmes prestations que leurs homologues de la Partie d'accueil.

Article 16

Passeport et procédures douanières

1. A l'arrivée comme au départ et pendant la résidence dans la Partie d'accueil, les personnels militaires ainsi que les membres de leur famille sont soumis aux règlements en vigueur relatifs à l'utilisation du passeport et aux douanes. La Partie d'accueil veillera à faciliter l'accomplissement des procédures administratives conformément à sa législation.
2. Les personnels militaires et les membres de leur famille seront soumis aux dispositions légales relatives aux déplacements des ressortissants étrangers sur le territoire de la Partie d'accueil.

Article 17

Autres sujets

Pour toute autre question ou sujet non mentionné dans le présent Protocole, les dispositions de l'accord du 02 Octobre 2003, mentionnées au chapitre préambule, lui seront appliquées.

Article 18

Amendement et révision

1. Chacune des deux Parties pourra proposer d'amender ou de réviser le protocole par écrit en tant que de besoin. Dans ce cas, les négociations débiteront au plus tard dans les trente (30) jours à la date de la remise de la note diplomatique. En l'absence d'un accord dans les soixante (60) jours qui suivent les négociations, les Parties auront toute la latitude de résilier le présent Protocole selon les dispositions de l'article 19.
2. Les propositions d'amendements ou de révision acceptées par les deux Parties entreront en vigueur selon les dispositions de l'article 20. En cas de désaccord, les deux Parties ne feront appel ni à la Cour Internationale ni à toute autre personne ou institution tiers aux fins d'arbitrage.

Article 19

Durée et résiliation

1. La durée de validité du présent Protocole est la même que celle de l'Accord signé le 02 Octobre 2003 entre les deux (2) Etats. L'expiration de validité de ce dernier entraîne automatiquement celle du présent Protocole sans l'établissement de toute autre procédure.

2. En cas de non respect par une Partie des dispositions du présent Protocole, l'autre Partie fera parvenir un préavis écrit. La résiliation du présent Protocole entrera ainsi en vigueur quatre vingt dix (90) jours après la réception du préavis.

Article 20

Entrée en vigueur

Le présent Protocole à l'issue de sa signature par les deux (2) Parties, entrera en vigueur après échange de notes de ratifications suivant les procédures légales des deux Parties.

Article 21

Texte et signature

1. Le présent Protocole a été établi en deux (2) exemplaires originaux en langues arabe, turque et française, les trois textes faisant également foi. En cas d'ambiguïtés ou d'incompatibilité entre ces textes, le texte français fera foi.

2. Fait et signé à Ankara, le 12 Mai 2009.

**POUR LE COMMANDEMENT
GENERAL DE LA GENDARMERIE
DE LA REPUBLIQUE TURQUE**

**POUR LE COMMANDEMENT DE LA
GENDARMERIE NATIONALE DE LA
REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

A.Atila IŞIK
Général d'Armée
Le Commandant General de la
Gendarmerie de la République
de Turquie

Ahmed BOUSTEILA
Général de Division
Le Commandant de la Gendarmerie
Nationale de la République Algérienne
Démocratique et Populaire

بروتوكول التعاون
في مجال التكوين
بين
القيادة العامة لدرك جمهورية تركيا
و
قيادة الدرك الوطني
للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

القيادة العامة لدرك جمهورية تركيا

و

إن قيادة الدرك الوطني للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
المسميتان أدناه «الطرفين» وإنفرادا «الطرف»،

إعتبارا لاتفاق التعاون العسكري بين حكومة الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية وحكومة جمهورية تركيا الممضى عليه بتاريخ 02
أكتوبر 2003 بأنقرة المسمى أدناه بالاتفاق؛

إقتناعا بأن التعاون في مختلف الميادين العسكرية، المبني على مبادئ
سيادة و مساواة الطرفين، يساهم في السلم والأمن في العالم و
لاسيما في مناطقهما وكذا المصالح المشتركة للطرفين.

نظرا للأهمية المعطاة من قبل الطرفين للتعاون في ميادين التدريب و
التكوين العسكري.

إتفقا على ما يلي:

المادة 1

التعريفات

يقصد في مفهوم هذا البروتوكول بما يأتي :

1.1 - «البلد المرسل»؛ يعني الطرف الذي يرسل المستخدمين؛ العتاد و التجهيزات للطرف المستقبل من أجل تنفيذ هذا البروتوكول.

2.1 - «البلد المستقبل» يعني الطرف الذي يوجد على إقليمه المستخدمين، العتاد و تجهيزات الطرف المرسل من أجل تنفيذ هذا البروتوكول.

3.1 - «المستخدمين العسكريين» يعني المستخدمين العسكريين المتربصين و المستخدمين العسكريين الذين هم في منصب عمل التابعين لأحد الطرفين.

4.1 - «المستخدمين العسكريين المتربصين» يعني المستخدمين العسكريين المرسلين من أحد الطرفين للطرف الآخر، من أجل متابعة التكوين و التدريب على مستوى مؤسسات التكوين و التدريب العسكرية.

5.1 - «المستخدمين العسكريين في منصب عمل» يعني المستخدمين العسكريين المرسلين من أحد الطرفين إلى الطرف الآخر، من أجل تنفيذ نشاطات التعاون المنصوص عليها في هذا البروتوكول.

6.1 - «القائد أو السامي» يعني السلطة التي تقود، طبقا لتشريع البلد المستقبل، المقر العام، الوحدة العسكرية التي يتواجد بها المستخدمين العسكريين.

7.1 - « مستخدمين برتبة عالية » يعني المستخدم العسكري الذي لديه أعلى رتبة من بين المستخدمين المعيّنين طبقاً لتشريع الطرف المرسل، من أجل تسيير نشاطات المستخدمين الموفودين.

8.1 - « التابعين » تعني الزوجة و الأولاد لعائلة المستخدم العسكري المتكفل بهم طبقاً لتشريع البلد المرسل.

9.1 - « التدريب - التكوين - التعاون » يعني تبادل العتاد، التجهيزات، المعارف التقنية الوثائق، المستخدمين والخبرات المتعلقة بالتدريب، التكوين العسكري و ميادين أخرى للتعاون.

10.1 - « المصلحة الاستشارية » تعني الخدمة المقدمة من طرف المستخدم العسكري للبلد المرسل و المتواجد لدى البلد المستقبل من أجل تبادل المعارف و التجارب المتعلقة بالتدريب، التكوين و التقنية اللوجيستكية.

11.1 - « مؤسسات التكوين و التدريب » تعني المدارس، مراكز التكوين و الوحدات التابعة للطرفين.

12.1 - « المتربصين غير المرفقين » يعني المتربص الأعزب أو المتربص المقيم بدون الزوج و الأولاد في البلد المستقبل.

13.1 - « المتربصين المرفوقين » يعني المتربص المقيم مع الزوج و الأولاد في البلد المستقبل.

14.1 - « تعريفات أخرى » التعريفات المذكورة في الاتفاق المشار إليه أعلاه، من قبل الطرفين، و السارية المفعول بالنسبة للمواضيع غير المعرفة في هذا البروتوكول.

المادة 2

الهدف

يهدف هذا البروتوكول إلى تحديد المبادئ و المسؤوليات المرتبطة بالتكوين و التدريب للمستخدمين العسكريين المتربين، في المراكز و وحدات التكوين و التدريب المماثلة و بالمواضيع المتعلقة بتنفيذ هذا البروتوكول.

المادة 3

ميدان التطبيق

يتضمن هذا البروتوكول الإطار و مبادئ التعاون الذي سيقام بين الطرفين، مؤسسات التكوين و التدريب و كذلك المهام و مسؤوليات الطرفين المتعلقة بالمستخدمين العسكريين المتربين.

كما يمتد إلى ميادين أخرى مرتبطة بتبادل المعارف العلمية و التقنية.

المادة 4

السلطات المختصة و نقاط الإتصال

1 - السلطات المختصة لتنفيذ هذا التعاون هم:

بالنسبة للطرف التركي، القيادة العامة لدرك جمهورية تركيا.

بالنسبة للطرف الجزائري، قيادة الدرك الوطني للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.

2 - نقاط الإتصال المؤهلة بمفهوم هذا البرتوكول هي:

في تركيا، الملحق العسكري لدى سفارة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية بأنقرة.

في الجزائر، الملحق العسكري البحري و الجوي لدى سفارة الجمهورية التركية بالجزائر العاصمة.

المادة 5

مجالات التعاون

يلتزم الطرفان بالتعاون في المجالات التالية:

1 - زيارات الوحدات، المقر العام و المؤسسات العسكرية الأخرى؛

2 - التكوين المتبادل (بما فيها التكوين في اللغة) في مؤسسات التكوين و التدريب التابعة للطرفين،

3 - تبادل المعارف و المعلومات في مجال الأمن العمومي؛

4 - التعاون التكنولوجي في ميادين البحث في علم الإجرام و الأدلة الجنائية بين معاهد الشرطة العلمية و التقنية للطرفين،

5 - تربيصات رسكلة لدى مؤسسات التكوين و التدريب للطرفين؛

6 - تربيصات متبادلة في المدارس، مراكز التكوين و الوحدات التابعة للطرفين؛

7 - التعاون في إطار تطوير التجهيزات المستعملة في التكوين و المواد المساعدة في التكوين؛

8 - تبادل الخبرات و المعارف حول المواضيع المشتركة؛

9 - مجالات أخرى للتعاون حسب الاحتياجات، بناء على موافقة السلطات المختصة للطرفين.

المادة 6 مبادئ التعاون

1 - في إطار هذا البروتوكول، يضمن الطرفان التكوين و التدريب لفائدة المستخدمين العسكريين المتربصين، في مؤسسات التكوين و التدريب التابعة للطرفين، طبقا لمخطط سنوي ممضي من قبل الطرفين عن طريق المراسلة.

2 - يكلف الطرفان بتوجيه المستخدمين العسكريين المتربصين الذين تم تحديد عددهم و معايير اختيارهم في المخطط السنوي.

3 - يرسل، كل سنة، الطرفان الاقتراحات المتعلقة بالتربصات الخاصة بالمستخدمين العسكريين المتربصين و ذلك ثلاثة أشهر قبل بداية التكوين.

4 - يعين الطرفان، في المخطط السنوي، أنواع و دفعات التربصات، صفات المستخدمين العسكريين المتربصين، أسماء و أماكن مؤسسات التكوين و التدريب، مدة التربص، تكوين في اللغة قبل التربص و تربص الرسكلة، إذا تم إدراجه و مختلف المواضيع التقنية.

5 - يتلقى المستخدمون العسكريين المتربصين نفس التكوين الذي يتلقاه نظرائهم و يتم تقييمهم حسب نفس المعايير.

6 - يتم التكوين باللغة التركية في تركيا و باللغة العربية في الجزائر. لهذا الغرض، يتبع المستخدمين العسكريين المتربصين درس في اللغة قبل التكوين لمواجهة الصعوبات التي يتلقاها المستخدمين المتربصين العسكريين، يمكن أن تستعمل اللغة الإنجليزية بالنسبة للتربص الذي لا يتجاوز مدته سنة واحدة. في حالة التكوين بلغة أخرى، يمكن للطرف المرسل أن يطلب مترجمين عسكريين و /أو مدنيين بعدد كاف. كما يمكن للطرف المستقبل أن يلتزم بوضع مترجمين تحت التصرف بطلب من الطرف المرسل. في هذه الحالة، تقع تكاليف الترجمة على عاتق الطرف المرسل.

7 - يرسل الطرفان المستخدمين العسكريين المتربصين الذين تم انتقائهم، طبقا لشروط المخطط السنوي.

8 - يرسل المستخدمين العسكريين المتربصين للطرف الآخر بعد خضوعهم للفحص الطبي للقبول على مستوى مستشفى البلد المرسل، و يجب عليهم:

أ - أن لا يحمل أعراض مرض معدي و/ أو ناقل للعدوى أو يستدعي علاج مكثف.

ب - القيام بجميع التلقيحات حسب مقاييس المنظمة الدولية للصحة.

9 - يحدد الطرف المستقبل الدروس و التمارين التي يعفى منها المستخدمين العسكريين المتربصين و البرنامج الذي سيطبق خلال هذه الفترة.

10 - عند نهاية التكوين و خلال حفل التخرج، يسلم دبلوم للمستخدمين العسكريين المتربصين الذين استوفوا شروط امتحان التخرج و عند الإقتضاء، تسلم لهم شهادة.

11 - يجب أن يرسل المستخدمين العسكريين المتربصين إلى الطرف المستقبل سبعة (07) أيام قبل انطلاق التبرصات الطويلة المدى و يوم واحد قبل بداية التبرصات القصيرة المدى.

12 - يجب أن يكون في حوزة المستخدمين العسكريين المتربصين بذلات التدريب و بذلات الحفلات التي يرتدونها خلال التبرص.

13 - يجب على المستخدمين العسكريين المتربصين، بغض النظر عن القوانين التنظيمية المذكورة في هذا البروتوكول، التقيد بالقوانين التنظيمية المتعلقة بالتكوين الساري المفعول مثل مستخدمي الطرف المستقبل. لهذا الغرض، تبلغ لهم القوانين التنظيمية قبل بداية التكوين لدى الطرف المستقبل.

14 - في حالة ما إذا كان المتربص غير قادر على متابعة التكوين، و لاسيما بسبب الرسوب، تصرف غير انضباطي أو مرض، تبلغ حالته للسلطة المختصة للطرف المرسل من طرف السلطة المختصة للطرف المستقبل. بعد هذا التبليغ، يتم إنهاء تكوينه من أجل إعادته لوطنه. يتم استخلافه بمتربص آخر إذا ما سمحت بذلك الشروط المرتبطة بالتكوين. و لا يجوز إعادة إرسال المستخدم الذي أعيد إلى وطنه مرة أخرى لإجراء التكوين.

15 - يحتفظ الطرف المرسل بحق استدعاء، كتابيا كل متربص متواجد لدى الطرف المستقبل. في هذه الحالة، على الطرف المستقبل اتخاذ الإجراءات الضرورية للعودة السريعة للمعني إلى وطنه.

16 - يمكن للطرفين أن يكلف المستخدمين العسكريين الموجودين في منصب عمل، عند الحاجة و عند الطلب، لإعطاء التكوين و التدريب.

17 - يمكن تبادل و عند الحاجة توقيع بروتوكول إضافي متعلق بالمستخدم العسكري الموجود في منصب عمل (مستشار).

18 - يجب أن يتم هذا التعاون طبقا للمتطلبات الخاصة بكل طرف و على أساس الاحترام المتبادل لمصالحهما المشتركة.

19 - خلال تنفيذ هذا البروتوكول و في حالة ظهور نقاط غير منصوص عليها فيه، تبقى أحكام اتفاق الإطار المؤرخ 2 أكتوبر 2003 سارية المفعول.

المادة 7

الأحكام و المسؤوليات المتعلقة بالتعاون

1 - يتم انتقاء المستخدمين العسكريين من الطرف المرسل طبقا لشروط الطرف المستقبل و لمجال التعاون.

2 - خلال التكوين، يزود الطرف المستقبل المستخدمين العسكريين المتربصين بالسلاح، الذخيرة، المعدات و التجهيزات الضرورية التي تسترجع له عند نهاية التكوين.

3 - في الحالات الاستثنائية، تحدد بصفة مشتركة من طرف السلطات المختصة للطرفين، المخططات و البرامج المتعلقة بالتكوين الذي يقدمه الطرفين، المواضيع و مدة التكوين، بداية و نهاية التكوين و صفة المستخدمين الذين يتم تكوينهم.

4 - لأسباب أمنية وطنية، يمكن أن تكون بعض الدروس محل قيد.

المادة 8

أمن المعلومات السرية

1 - الحصول على المعلومات، الوثائق و تجهيزات سرية سيقتصر على المستخدمين المؤهلين. يتعين على كافة المستخدمين العسكريين الالتزام باحترام القوانين التنظيمية الخاصة بها و المتعلقة بحماية المعلومات المكتومة و الأمن.

2 - يسمح للمستخدمين المؤهلين فقط الحصول على المعلومات المكتومة لاستعمالها في إطار مهمة رسمية. إن الترخيص للحصول على المعلومات المكتومة سيكون لفائدة القائمة التي تشمل المستخدمين المستفيدين من التأهيل الأمني.

3 - يمنح الطرفين نفس درجة التصنيف للمعلومات، للوثائق و المواد التي يمنحها أحد الطرفين و تتخذ الإجراءات الأمنية الضرورية لهذا الغرض.

4 - لا يمكن إرسال الوسائل، التجهيزات، العتاد، المعلومة التقنية و الوثائق المتحصل عليها في إطار هذا البروتوكول إلى بلد آخر دون الموافقة المتبادلة للطرفين.

5 - لا يمكن إرسال التجربة و المعارف المتحصل عليها في إطار التعاون إلى بلد آخر إلا بقبول مكتوب للسلطات المختصة للطرفين.

6 - الأحكام المذكورة أعلاه المتعلقة بالأمن تبقى سارية المفعول حتى بعد انقضاء صلاحية هذا البروتوكول.

7 - يجتنب المستخدمين العسكريين كل اتصال مباشر أو غير مباشر مع الصحافة أثناء إقامتهم بالبلد المستقبل.

المادة 9

التزام الطرفين المترتب

عن الاتفاقيات الدولية الأخرى

إن أحكام هذا البروتوكول لا تمس بتعهدات الأطراف المترتبة عن الاتفاقيات الدولية الأخرى المبرمة من قبل الطرفين. لا يتم استعمال هذه الأحكام ضد مصالح، أمن، وحدة التراب و سيادة الدول الأخرى.

المادة 10

الحالة الاستثنائية و نهاية المهمة

1 - عموميات :

لا يمكن للمستخدمين العسكريين المشاركة في نزاع مسلح مع دولة أخرى كما لا يمكنهم المساهمة في نشاطات سياسية. لا يمكن إشراكهم في أعمال تخص بالأمن الداخلي للطرف المستقبل و لا يمكنهم ممارسة أي نشاط آخر عدا ما هو محدد في هذا البروتوكول.

2 - نهاية المهمة:

عند انتهاك المستخدمين العسكريين للطرف المرسل قوانين الطرف المستقبل، يتم إنهاء نشاطهم في البلد المستقبل.

3 - إستدعاء:

أ - يحتفظ الطرف المرسل بحق استدعاء مستخدميه في أي وقت دون تقديم مبررات لذلك. و يتعين على الطرف المستقبل اتخاذ الإجراءات اللازمة لإعادةتهم إلى بلدهم في أقرب الآجال.

ب - في حالة إندلاع حرب في إقليم أحد الطرفين أو قيام نزاعات، انتفاضة شعبية أو أزمة دولية، يتم إعادة المستخدمين العسكريين إلى بلدهم بطلب الطرف المرسل.

المادة 11 ممارسة حق التقاضي و تسوية النزاعات

1- حق التقاضي:

أ - المستخدمين العسكريين و التابعين لهم مجبرين باحترام القوانين و القوانين التنظيمية السارية المفعول للبلد المستقبل.

ب - يخضع المستخدمين العسكريين المتربصين إلى نفس القواعد التي يخضع إليها المستخدمين العسكريين للبلد المستقبل في مجال المتابعة الجزائية و التأديبية.

ج - يعود حق التقاضي في الميدان الجزائي إلى الطرف المستقبل.

2 - طلب التعويضات :

أ - لا يطالب الطرف المرسل من الطرف المستقبل بأي تعويض في حالة حدوث جروح بتر عضو أو وفاة أحد مستخدميهم خلال تنفيذ النشاطات التي تدخل في إطار هذا البروتوكول.

ب - لا يطالب الطرفين بأي تعويض ناجم عن حوادث الوسائل الجوية التي تحدث خلال ترمينات الطيران.

في حالة الاختلاف في تفسير و تطبيق هذا البرتوكول، يسوي الطرفان النزاع عن طريق التفاوض. تبدأ المفاوضات خلال 30 يوما التي تلي التبليغ الكتابي. في حالة عدم الوصول إلى أي نتيجة خلال 60 يوم، يستطيع الطرفان إنهاء العمل بهذا البروتوكول كتابيا بعد إشعار مسبق بـ 30 يوما. في هذه الحالة، يبقى البروتوكول ساري المفعول إلى غاية نهاية التكوين.

المادة 12

الترتيبات المالية

1- الدفع و المصاريف :

أ - حسب مبدأ المعاملة بالمثل، فإن التكوين يكون مجانا. أما مصاريف الإيواء و الإطعام و كذا تكاليف التنقل الدولي و راتب المستخدمين العسكريين المتربصين تكون على عاتق الطرف المرسل. يمكن للمستخدمين العسكريين الاستفادة مجانا من الوسائل العسكرية للنقل الجوي /البري بعد موافقة السلطات المختصة للطرفين. تحدد الترتيبات المتعلقة بهذا الامتياز طبقا للقوانين التنظيمية السارية المفعول لكل من الطرفين.

ب - تكون المصاريف الشخصية للمستخدمين العسكريين للطرف المرسل خلال العطلة أو المهمة على عاتقهم.

2 - الديون الشخصية :

أ - عند المغادرة النهائية للطرف المستقبل لأي سبب كان، يجب على المستخدمين العسكريين تصفية ديونهم الشخصية و تلك المترتبة على الأشخاص المتواجدين تحت كفالتهم.

ب - في حالة العودة المستعجلة إلى الوطن، فإن ديون المستخدمين العسكريين و الأشخاص المتواجدين تحت كفالتهم تسدد من قبل الطرف المرسل حسب الفاتورة المعدة من الطرف المستقبل.

3 - الرسومات :

أ - عند الوصول كما عند الذهاب و خلال الإقامة عند الطرف المستقبل، يخضع المستخدمين العسكريين وكذا أفراد عائلتهم إلى نظام التعريفة للطرف المستقبل في مجال الرسومات. لا تمنح أي حصانة أو امتياز دبلوماسي للمستخدمين العسكريين المتربصين.

ب - من أجل تفادي التعسف في استعمال السلطة المتعلقة بالقوانين التنظيمية الخاصة بالإعفاءات الناتجة عن الاستيراد و التصدير، بالجمارك و الإعفاءات المالية الأخرى طبقا لهذا البرتوكول، يتعاون الطرفان و يحددان الترتيبات القانونية الضرورية.

المادة 13

القانون الأساسي و إدارة المستخدمين

1 - القانون الأساسي للمستخدمين العسكريين المتربصين:

أ- يحدد القانون الأساسي للمستخدمين، اللذين يشاركون في التكوين، في أحكام هذا البرتوكول.

ب- تضع الهيئة المستقبلية تحت تصرف المستخدمين العسكريين المتربصين بطاقة هوية. و المطالبين قبل مغادرتهم باسترجاعها إلى الهيئة المستقبلية.

2 - ارتداء البزة :

أ - يمكن للمستخدمين العسكريين ارتداء بزتهم العسكرية الوطنية في أماكن العمل.

ب - يتكفل الطرف المستقبل بتوفير البزة، التجهيزات و العتاد الضروري خلال تنفيذ النشاطات عند الحاجة.

ج - يجب على المستخدمين العسكريين احترام تقاليد الطرف المستقبل.

د - يجب على الطرفين التأكد من أن المستخدمين العسكريين حاملين على بزتهم، صفائح التعريف المدون عليها الألقاب و الأسماء و البلد الأصلي، طبقا لتدابير الطرف المستقبل.

3 - التجهيز و العتاد:

أ - عند نهاية التكوين، يجب على المستخدمين العسكريين المتربصين إرجاع التجهيزات و العتاد الموضوع تحت تصرفهم لحاجيات التربص.

ب - المستخدمين العسكريين مسؤولين على المحافظة على الحالة الجيدة للوسائل الموضوعة تحت تصرفهم.

4 - الانضباط :

أ - المستخدمين العسكريين ملزمين باحترام القوانين التنظيمية السارية المفعول في الوحدات والمقر العام للطرف المستقبل.

ب - تتم معاملة الأفراد العسكريين المتربصين في مجال الانضباط وفقا
لتشريع الطرف المستقبل.
ج - مستخدم برتبة عالية:

(1) يكون مسؤولا على ضمان احترام القوانين و القوانين
التنظيمية المتعلقة بالانضباط لوحدات البلد المستقبل من طرف
مرؤوسيه.

(2) يضمن الاتصال بين قيادة الوحدة أو المؤسسة أين يتواجد
فوجه.

(3) يرخص له بالاتصال المباشر مع السلطة المختصة للطرف
المرسل.

5 - الإجازة :

أ- يخضع المستخدمين العسكريين المتربصين إلى نظام العمل للطرف
المستقبل طبقا للمبادئ المطبقة على نظرائهم.

ب - يتم منح الإجازات خارج الموقع، داخل البلد المستقبل من طرف
قائد الوحدة أو المؤسسة التي يتابع فيها المستخدم العسكري المتربص
تكوينه، مع موافقة السلطة المختصة للطرف المستقبل.

ج - يتم منح الإجازات داخل الموقع، من طرف قائد الوحدة أو المؤسسة
التي يتابع فيها المستخدم العسكري المتربص تكوينه.

د - يتم منح الإجازات خارج تراب الطرف المستقبل من طرف السلطة
المختصة للطرف المستقبل مع موافقة السلطة المختصة للطرف
المرسل.

هـ - السلطة المختصة للطرف المرسل مسؤولة عن العودة في الوقت المحدد للمستخدم العسكري المتربص في إجازة في الوطن الأصلي. في هذا الصدد السلطة المختصة للطرف المرسل تتخذ الإجراءات اللازمة.

و - إذا استفاد المستخدم العسكري براحة طبية لا تتعدى العشرون (20) يوماً تحدد الترتيبات من طرف قائد الطرف المستقبل. إذا تجاوزت المدة عشرين (20) يوماً و أراد المعني قضاءها خارج الطرف المستقبل، فإن الراحة الطبية، المقضاة خارج إقليم البلد المستقبل تمنح من طرف السلطة المختصة للطرف المستقبل مع موافقة الطرف المرسل.

6 - الوفيات:

في حالة وفاة المستخدم العسكري أو فرد من عائلته، على البلد المستقبل إعلام في الحال السلطة المختصة للطرف المرسل و اتخاذ تدابير الحفظ و ضمان إرسال الجثة إلى غاية المطار الدولي الأقرب.

المادة 14

الخدمات الطبية

1 - يستفيد المستخدمون العسكريين و التابعين لهم بمجانبة نفس الخدمات الطبية و طب الأسنان مثل نظرائهم للطرف المستقبل.

2 - تستثنى الخدمات الطبية و طب الأسنان الآتية:

- أ - العلاج الخارجي من قبل أطباء و أطباء أسنان مدنيين،
- ب - نقل المرضى في سيارات إسعاف مدنية،
- ج - العلاج الداخلي في المؤسسات الطبية المدنية،
- د - التداوي و العلاجات الخاصة،

هـ - تجهيزات خاصة بطب العيون، الأذن، الأنف و الحنجرة،

و- طب العظام و أجهزة أخرى،

ن - الأعضاء الاصطناعية،

ف - الخدمات و مواد طب الأسنان،

ق - طب أمراض النساء.

3 - النفقات الخاصة بالخدمات الطبية المقدمة من قبل المؤسسات المدنية تكون على عاتق المستخدمين.

المادة 15

النشاطات الاجتماعية

1 - يستطيع المستخدمين العسكريين و التابعين لهم التردد على النوادي، محلات البيع و المطاعم العسكرية و كذلك كل الأمكنة الأخرى للترفيه حسب الفئة التابعين لها طبقا للقوانين التنظيمية للطرف المستقبل.

2 - فيما يخص الترفيه و الاسترخاء، يستفيد المستخدمين العسكريين المتربصين بنفس الخدمات لنظرائهم من الطرف المستقبل.

المادة 16

جواز السفر و إجراءات الجمارك

1 - عند الوصول كما عند الذهاب و خلال الإقامة عند الطرف المستقبل، فإن المستخدمين العسكريين و كذا أفراد عائلتهم يخضعون للقوانين التنظيمية السارية المفعول المتعلقة باستعمال جوازات السفر و الجمارك. كما يسهر الطرف المستقبل على تسهيل الإجراءات الإدارية طبقا لتشريع.

2 - يخضع المستخدمين العسكريين و أفراد عائلتهم للتدابير القانونية المتعلقة بالتنقلات للرعايا الأجانب على إقليم الطرف المستقبل.

المادة 17

مواضيع أخرى

لكل مسألة أو موضوع غير مشار إليه في هذا البروتوكول، تطبق تدابير اتفاق 02 أكتوبر 2003، المنصوص عليه في الفصل التمهيدى.

المادة 18

التعديل و المراجعة

1 - يمكن لكل طرف إقتراح تعديل أو مراجعة البروتوكول كتابيا عند الحاجة. في هذه الحالة تبدأ المفاوضات في أجل الثلاثين (30) يوما من تاريخ إستلام المذكرة الدبلوماسية. وفي غياب اتفاق خلال الستون (60) يوما التي تلي المفاوضات، الطرفين لهم الحق في فسخ هذا البروتوكول حسب أحكام المادة 19.

2 - اقتراحات التعديل و المراجعة المقبولة من الطرفين تدخل حيز التنفيذ طبقا لأحكام المادة 20 و في حالة عدم الاتفاق، لا يمكن للطرفين اللجوء للمحكمة الدولية و لأي شخص أو مؤسسة أخرى من أجل التحكيم.

المادة 19

المدة و الفسخ

1 - مدة صلاحية هذا البروتوكول هي نفس مدة صلاحية الاتفاق الممضي في 02 أكتوبر 2003 بين الدولتين. إنتهاء صلاحية هذا الأخير يرتب عنه تلقائيا إنتهاء صلاحية هذا البروتوكول دون اتخاذ أي إجراء آخر.

2 - في حالة عدم إحترام أحد الطرفين لأحكام هذا البروتوكول، يقوم الطرف الآخر بإشعار كتابي. يكون فسخ هذا البروتوكول ساري المفعول تسعين (90) يوما بعد إستلام الإشعار.

المادة 20

بدأ النفاذ

يدخل هذا البروتوكول حيز التنفيذ بعد إمضائه من الطرفين و تبادل مذكرات المصادقة تبعا للإجراءات القانونية للطرفين.

المادة 21

نص و إمضاء

تم تحرير هذا البروتوكول من نسختين أصليتين باللغات، العربية، التركية والفرنسية. و النصوص الثلاثة لها نفس الحجية القانونية و في حالة الغموض أو عدم توافق هذه النصوص، فإنه يأخذ بالنص الفرنسي.

حرر و أمضي با في

عن قيادة الدرك ال

عن القيادة العامة

لدرك

مهورية تركيا

للجمهورية الجزائرية الديمقراطية

الشعبية